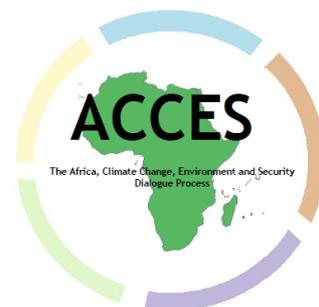


Processus de dialogue sur le changement climatique, l'environnement et la sécurité en Afrique (ACCES)

ACCES est une initiative internationale lancée en 2010 à Addis-Abeba par des représentants du continent africain et de la communauté internationale dans le but de proposer des solutions communes aux risques pour la sécurité en Afrique posés par le changement climatique du point de vue du développement et de la sécurité humaine. Le principal but d'ACCES est de définir, de concert avec les communautés régionales et locales, les options d'adaptation au changement climatique qui tiennent compte de la sécurité; de concevoir des concepts de programmes et de projets financables qui incluent des éléments d'alerte précoce, des mesures de réponse, ainsi que des éléments de recherche, de coopération et de dialogue permanents.



Le processus de dialogue ACCES trouve ses origines dans la conférence sur “Le changement climatique et la prévention des conflits” ainsi que dans le “Forum de dialogue sur les implications sécuritaires et les besoins en développement liés au changement climatique en Afrique”, organisés, en avril 2008, par l'Académie Folke Bernadotte ainsi que La fondation du Collège de l'Europe - Madariaga à Bruxelles. Ces événements faisaient suite à la publication, en mars 2008, du rapport conjoint du Haut représentant et de la Commission européenne pour le Conseil européen sur le “Changement climatique et la sécurité internationale”. Les participants à ces deux événements reconnurent la nécessité d'établir un dialogue international Afrique-Europe permanent sur les principaux risques liés au changement climatique en Afrique et de promouvoir des mesures d'adaptation participatives efficaces.



Le premier “[Forum sur le changement climatique et la sécurité en Afrique](#)” eut lieu le 11 octobre 2010 à Addis Abeba, comme prélude à la “Conférence régionale africaine de l'Alliance mondiale contre le changement climatique” du 12 octobre organisée par la Commission européenne ainsi qu'au 7e Forum pour le développement de l'Afrique organisé du 11 au 15 octobre par la Commission Economique pour l'Afrique (Nations Unies), la Commission de l'Union Africaine et la Banque de Développement Africaine.

Le Rapport sur la vulnérabilité, qui a servi de base aux discussions durant le Forum, est le résultat d'un effort de collaboration qui s'est penché sur cinq domaines clés de vulnérabilité: la **sécurité de l'eau**, la **sécurité alimentaire**, la **sécurité énergétique**, les **phénomènes migratoires** et les **catastrophes naturelles**.

Le document de discussions ainsi que le [Rapport final de vulnérabilité](#) ont été réalisés grâce aux contributions des organisations suivantes:

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUE),
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO),
- Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO),
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM),
- Institut Mondial de L'eau (GWI),
- Institut pour la Sécurité Environnementale (IES),
- Kulima Integrated Development Solutions,
- Madariaga — Fondation du Collège de l'Europe, et
- Construction de la Paix et Prévention des Crises, Gouvernement Fédéral d'Allemagne

Les activités menées en 2010 ont été rendues possibles grâce aux nombreuses contributions bénévoles ainsi qu'aux généreux soutiens financiers du **Gouvernement Fédéral d'Allemagne** ainsi que de l'**Agence Suédoise de Coopération au Développement International (SIDA)**.

Le rapport de 2010 présente une vision holistique des effets du changement climatique en Afrique en analysant les risques sécuritaires aux niveaux macro et micro dans les cinq domaines mentionnés. Chaque “cellule” a adopté sa propre méthodologie qui est reflétée dans les approches différenciées des analyses thématiques. Sans chercher à produire des prédictions exactes, et sans prendre parti pour un pays ou une région particulière, le rapport identifie un certain nombre de zones à risques du point de vue du changement climatique et de la sécurité dans le but d'attirer l'attention sur leurs vulnérabilités et de provoquer une action précoce.



L'avenir du processus de dialogue ACCES - 2011-2014

Le programme ACCES, qui s'étale sur trois ans, vise à promouvoir le développement de plates-formes collaboratrices multilatérales et multi-niveaux afin d'identifier les risques liés aux changements climatiques ainsi que les besoins fondamentaux en termes de sécurité humaine des communautés locales, générant des dialogues entre la communauté des donateurs et les populations concernées, les acteurs étatiques et les communautés locales ainsi qu'au sein même des communautés. Ces dialogues faciliteront la prise de conscience ainsi que la recherche de solutions sur mesure pour un pays donné. Les dialogues utiliseront une démarche participative, tout en aidant à focaliser l'attention sur la sécurité humaine et générer des synergies.

Les méthodologies employées seront multidisciplinaires et le processus de dialogue nécessitera un haut niveau de coopération et de coordination des organisations participantes. Les analyses du changement climatique et de leur impact sur la sécurité ainsi que l'identification d'options d'adaptations, de programmes et de projets seront menées par des groupes de travail comprenant des membres africains et internationaux et soutenus par des plates-formes de dialogue nationales dans cinq régions distinctes du continent.



Le groupe de coordination ACCES est en train de sélectionner les régions / pays qui feront l'objet des recherches et du dialogue dans les trois prochaines années. La liste provisoire comprend:

- Corne de l'Afrique: Ethiopie,
- Afrique de l'Est / Centrale: Burundi,
- Afrique de l'Ouest / Sahel: Mali,
- Afrique du Sud: Bassin du fleuve Zambèze,
- Etats côtiers, îles: Madagascar

Dans chacun de ces cas, les travaux de recherche et le processus de dialogue sera mené par les groupes de travail dans les thèmes suivants:

- La sécurité de l'eau,
- La sécurité alimentaire,
- La sécurité énergétique,
- Les migrations,
- Les catastrophes naturelles, et
- La paix et la sécurité.

Le processus inclura le développement de:

- Cartes de vulnérabilité / Analyses de risques - Discussions lors de la 1ere table ronde nationale dans chacun des pays étudiés
- Inventaires / Estimations des besoins - Discussions lors de la 2e table ronde nationale dans chacun des pays étudiés
- Groupes de projets finançables - Discussions et action lors du forum annuel ACCES.

L'organisation des tables rondes nationales mènera à la constitution de plates-formes nationales de dialogue ACCES durables.



Le processus de dialogue bénéficiera des liens avec le **Projet de partenariat ONU-UE sur les ressources naturelles, les conflits et la construction de la paix** ainsi que du **Cadre inter-agences des Nations Unies pour la coordination de l'action préventive** qui vise à renforcer les capacités des acteurs nationaux, des Nations unies et de leurs collègues internationaux à analyser, prévenir et résoudre les conflits liés à la terre et à l'eau ainsi qu'à désamorcer les tensions autour des ressources naturelles.

ACCES travaille également au développement de synergies grâce aux activités menées dans le cadre du **Partenariat stratégique Afrique-UE**, qui inclut le **Partenariat sur le changement climatique** ainsi que le **Partenariat pour la paix et la sécurité**.

Pour plus d'informations

Secrétariat ACCES, Bureau de Bruxelles, Institut pour la Sécurité Environnementale, ASBL, Bruxelles, Belgique

Tel: +32 2 688 0243 / Email: info@envirosecurity.org

Site internet: <http://www.envirosecurity.org/acces/events/briefing080411.php>